

LA SITUATION INTERNATIONALE

Les changements qui se sont produits en U.R.S.S. et dans les pays satellites depuis la mort de Staline sont importants à la fois en eux-mêmes et pour la compréhension du régime bureaucratique. La mort du personnage qui avait été pour la bureaucratie russe depuis vingt-cinq ans à la fois l'incarnation incontestée de son pouvoir et le despote redouté et haï de sa propre classe, en posant un formidable problème de succession devait obligatoirement provoquer des remous dans le personnel dirigeant et risquait de faire exploser des luttes de clans comprimés jusqu'alors par le pouvoir absolu d'une personne. Elle ne suffisait cependant pas en elle-même à déterminer des changements dans la politique intérieure et extérieure. Si de tels changements sont intervenus, c'est que la situation objective en Russie et dans les pays satellites les imposait de plus en plus. La mort de Staline les a sans doute facilités, par la disparition de celui qui avait incarné l'orientation précédente, par la rupture de la pétrification des équipes et des politiques qui avait accompagné les dernières années de son règne. Elle a dû sans doute encore les accentuer et les condenser dans le temps dans la mesure où la nouvelle équipe dirigeante veut en tirer tous les avantages qui pourraient favoriser sa consolidation au pouvoir.

Il est à peine utile de rappeler la confirmation que les événements des six derniers mois apportent du caractère de classe du régime russe, dont le pouvoir personnel de Staline était l'expression et nullement le fondement. Les journalistes réactionnaires en sont encore une fois pour leurs frais avec leur « Tsar Rouge » ; les luttes des diadoques autour de la succession de Staline pourraient, si elles atteignaient une violence extrême, favoriser l'explosion d'une révolution ouvrière en Russie — perspective extrêmement improbable pour l'instant — elles ne sauraient jamais en tant que telles amener l'écroulement d'un régime représentant vingt à trente millions de bureaucrates privilégiés et oppresseurs.

CHANGEMENTS EN U.R.S.S.

Rappelons les mesures les plus importantes qui ont été prises, depuis la mort de Staline et qui semblent aller dans le même sens, celui d'un assouplissement de la dictature : 1° l'amnistie ; 2° la fin du complot des médecins ; 3° la baisse des prix ; 4° l'épuration du P.C. ukrainien. En ce qui concerne l'amnistie, son texte ne permet pas d'en apprécier l'ampleur, car il faudrait connaître et le nombre des personnes en prison et la manière dont il sera appliqué. Il est toutefois probable qu'elle est sensiblement plus étendue que toutes les amnisties précédentes. Il faut noter

qu'elle exclut les délits politiques (ce qui est appelé crimes contre-révolutionnaires) quand ils ont provoqué des peines supérieures à cinq ans ; or, ce type de délit doit revêtir une extension très variable. Il n'est pas impossible que des délits politiques aient été qualifiés de droit commun et, qu'en ce sens, ils bénéficient quand même de l'amnistie ; mais il est vraisemblable que la confusion des délits jouera en sens inverse car de nombreuses fautes « économiques » qui doivent en principe être effacées peuvent avoir été ou être considérées comme contre-révolutionnaires : l'ouvrier qui a été condamné pour avoir « saboté » la production, détérioré du matériel, ou résisté aux ordres est-il un criminel « économique » ou un contre-révolutionnaire ? L'équivoque apparaît bien dans la restriction apportée en ce qui concerne les vols de propriété d'état qui doivent recouvrir des délits très différents et singulièrement réduire la catégorie des amnisties économiques. Enfin, il n'est pas impossible que l'article 8 qui prévoit de substituer des sanctions pénales aux sanctions disciplinaires dans le cas de délit économique rende possible un allègement du régime administratif dans les usines. Au total, l'amnistie sera sûrement sensible pour les « droits communs », mais on ne peut apprécier son effet sur les autres catégories de détenus. L'ignorance dans laquelle nous nous trouvons peut être mesurée aux divergences d'interprétation auxquelles donnent lieu ces mesures : tandis que Le Monde suppose qu'elle concerneront au maximum quelques milliers ou dizaines de milliers, l'Economist parle de plusieurs centaines de milliers, et l'Observateur (Alexandre Werth) d'au moins un million et demi de personnes.

La réhabilitation des médecins arrêtés à la fin du règne de Staline et les mesures qui l'ont accompagnée ont un sens plus précis et, par là même, nous conduisent à accorder une certaine valeur à l'amnistie. Qu'un complot soit annulé et les « erreurs » de la justice dénoncées explicitement est déjà sans précédent. En outre, la large publicité donnée à cet événement indique la volonté des dirigeants d'affirmer un changement radical dans la politique intérieure. Ceux-ci ont saisi l'occasion de condamner solennellement la discrimination raciale et de proclamer les droits des citoyens, en principe garantis par la Constitution. L'article de la Pravda, qui annonce la réhabilitation des médecins insiste trop fortement sur le respect de l'égalité qui doit animer la vie publique en U.R.S.S. et les droits de couches particulières de la population (les kolkhoziens et les intellectuels) pour qu'il s'agisse simplement de démagogie rituelle. En outre, l'annulation du complot a été accompagnée d'une épuration du ministère de la Sécurité, qui, si elle correspond à un règlement de luttes de clans, doit aussi manifester auprès du public les limites du pouvoir de la police.

Sur un autre point apparaît le souci de revenir à des méthodes de dictature plus souples : l'épuration du parti communiste ukrainien et la destitution de son premier secrétaire, Melnikov, est accompagnée d'une critique de la politique nationale et culturelle telle qu'elle avait été pratiquée par celui-ci : on reproche à la direction du parti ukrainien d'avoir soumis le pays à la domination russe, en mettant à tous les postes clés des éléments appartenant à d'autres régions, en tentant d'imposer la culture et la langue russes. La même mésaventure vient d'arriver à la direction du parti lithuanien.

Enfin, la baisse des prix, survenant dans ce climat de détente, est aussi un signe des nouvelles préoccupations du gouvernement. Cette baisse n'était certes pas la première (mais la sixième) ; cependant par son ampleur, elle dépasse les précédentes. Toute une série d'articles de première nécessité sont affectés d'une baisse de 10 à 15 % ; la réduction atteint 40 % pour les légumes ; 50 % pour les pommes de terre ; 60 % pour les fruits. En même temps, une vaste campagne en faveur du bien-

être du peuple, de la construction de logements pour les travailleurs, et d'une amélioration de la consommation occupe la première page des *Izvestias*.

Ces mesures sont allées de pair avec des bouleversements dans les sphères dirigeantes, expression de la lutte de clans bureaucratiques déclenchée par la mort de Staline.

Pendant une première phase, cette lutte — manifeste déjà dans les épurations des P.C. nationaux déjà mentionnées — a dû demeurer indécise et aboutir à un compromis provisoire. Ceci est montré d'abord par l'affaire Ignatiev : Ignatiev qui fut destitué pour avoir monté le faux complot des médecins, était ministre de la Sécurité d'Etat — jusqu'au 7 mars, date à laquelle son ministère fut rattaché à celui de l'Intérieur, détenu par Beria ; il avait été désigné le 6 mars après la mort de Staline comme l'un des trois nouveaux secrétaires, et le 14, quand la composition exacte du secrétariat fut établie, comme l'un de ses cinq membres. C'est dire que la décision de l'éliminer ne fut pas prise immédiatement après la mort de Staline et qu'elle fit vraisemblablement l'objet d'un marchandage entre les nouveaux dirigeants.

Il y eut donc une première phase de négociations dans l'incertitude, qui a abouti à un partage des responsabilités entre les nouveaux dirigeants. Cette idée est confirmée par plusieurs faits. D'abord la récupération des postes-clés — l'Intérieur, l'Armée et les Affaires étrangères — par trois hommes qui s'en étaient vu retiré le contrôle effectif il y a cinq ans : Beria, Boulganine et Molotov. Ensuite la reconstitution du Politburo avec, aux côtés de ces trois hommes et de Malenkov, d'anciens éléments comme Mikoyan, Kaganovitch et Vorochilov. Cette reconstitution est particulièrement significative : le Politburo avait été remplacé en automne dernier par un Præsidium de trente-six membres évidemment favorable à Malenkov, puisque celui-ci dirigeait le service chargé des nominations au C.C. et pouvait donc compter sur des hommes dévoués au Præsidium. Or, cet organisme large, où l'autorité des anciens membres du Politburo pouvait être facilement réduite, fut aussitôt supprimé après la mort de Staline et alors qu'il avait été créé par le Congrès du Parti, il ne fut même pas donné au Comité Central d'en décider l'abolition.

Cette phase vient de se clore avec l'arrestation de Béria accusé d'être un agent de l'impérialisme étranger. Il est encore difficile de savoir si cette élimination du « N° 2 » est seulement un épisode décisif dans la montée de Malenkov vers un pouvoir personnel absolu de type stalinien ou si elle traduit davantage, à savoir une lutte politique entre deux fractions bureaucratiques, et, dans cette mesure, si elle remet en question les changements intervenus ou si elle en modifie la portée pratique. Plusieurs indices tendent à faire penser que la deuxième interprétation est la plus plausible. Ainsi, Malenkov a été très étroitement associé à la direction de l'Etat pendant la dernière phase du règne de Staline, cependant que Béria était tenu quelque peu à l'écart ; on pourrait donc établir une connexion entre le retour de celui-ci et les modifications de politiques intervenues depuis mars. De même, le style des accusations portées contre Béria — à l'opposé de celles portées en mars contre Ignatiev, accusé à l'époque d'incapacité — est de pure coulée stalinienne et réintroduit d'emblée l'atmosphère des années des grands procès, lors même que cette arrestation est soi-disant dirigée contre les pouvoirs excessifs de la police. Et les affirmations réitérées de la Pravda sur l'excellence de la direction collective et le caractère néfaste du pouvoir personnel rappellent trop les proclamations de Staline aussi longtemps qu'il n'était pas encore devenu lui-même une personne, pour qu'on leur attache une grande importance. Il faut cependant se rappeler que dans le régime bureaucratique un

dirigeant et son sort ne sont pas liés à une politique et à son succès, et que Malenkov peut très bien fusiller Béria et appliquer la politique de celui-ci.

La vraie question est non de construire le roman de la direction bureaucratique mais de chercher les mobiles qui sous-tendent les oppositions des groupes dirigeants et la transformation actuelle de la politique intérieure. Avant d'y répondre, il faut écarter une interprétation simpliste qui ne tiendrait pas compte de la solidité de la classe bureaucratique et ferait de telle ou telle fraction dirigeante le représentant des intérêts d'une autre classe, le prolétariat ou les paysans. L'un comme l'autre peuvent bien par leur résistance à l'exploitation poser des problèmes au gouvernement, et en ce sens provoquer des divergences entre les groupes de bureaucrates sur les méthodes les plus efficaces de direction, ils n'influent qu'indirectement sur la politique de l'Etat qui ne représente jamais que les intérêts de la couche dominante. Les variations politiques ne peuvent être interprétées que dans le cadre de la bureaucratie. Mais cette affirmation ne signifie pas nécessairement qu'il faille rechercher la source de ces variations dans l'opposition entre couches sociales distinctes de la bureaucratie. Cette recherche qui, depuis des années, satisfait l'imagination d'anciens mencheviks employés par la presse bourgeoise, repose sur une confusion entre la bourgeoisie et la bureaucratie, entre le mode d'exploitation capitaliste classique et le capitalisme collectif et planifié. Alors qu'il y a un sens dans le premier cas à relier par exemple une certaine politique à des groupes déterminés de l'industrie, — le secteur de l'industrie légère pouvant être intéressé plus que celui de l'industrie lourde à accorder des concessions au prolétariat ou à mener une diplomatie conciliante dans telle partie du monde pour se préserver ses marchés particuliers — il est plus que douteux que ce rapport puisse être établi dans une société où la concurrence ne peut se traduire sur le plan économique. Un groupe social tel que celui des techniciens ou des directeurs d'usine peut bien posséder certaines caractéristiques qui le différencient de celui de l'Armée, par exemple, mais ces caractéristiques communes qui reposent sur une similitude de fonction ne recourent pas un intérêt économique défini qui puisse être représenté par une politique nationale et internationale. La concurrence entre bureaucrates — qui existe aussi nécessairement que dans toute autre classe exploiteuse — suit vraisemblablement davantage des lignes d'association locale et de rivalités de personnes que celles de la structure objective du régime de production. Bref, c'est une lutte de clans, non une rivalité entre couches sociales nettement constituées et cherchant à s'approprier une partie plus large de la plus-value arrachée au prolétariat. Cette appréciation de la bureaucratie permet de rejeter les hypothèses fantaisistes sur la lutte qui aurait lieu entre le Parti, l'Armée, la Police et les administrateurs et techniciens, et sur une prétendue répartition du pouvoir entre le Parti (Malenkov), la Police (Beria) et l'Armée (Boulganine). Il est d'ailleurs évident que le parti ne compose pas un groupe distinct mais qu'il est représenté dans tous les secteurs sociaux ; prétendrait-on que la participation des généraux ou des directeurs d'usine ne leur donne aucun pouvoir réel, cela signifierait précisément que la démarcation ne s'effectue pas horizontalement entre les prétendus groupes adverses mais verticalement entre la bureaucratie moyenne et la bureaucratie supérieure, celle-ci n'étant déchirée que par un conflit de clans et non parce qu'elle reproduit les divergences de couches entières de la société. De toutes manières, l'hypothèse se révèle particulièrement fragile quand on veut l'appliquer aux derniers changements dans la direction de l'Etat. Comment parler, comme on l'a fait dans la presse, d'une victoire de l'Armée ou d'un retour des généraux,

quand le représentant de l'Armée au secrétariat est Boulganine, qui fut toujours considéré par les militaires comme un étranger, délégué par le Parti pour les surveiller ? (Et tandis qu'un certain nombre de petits faits significatifs parlent en sens contraire : l'absence de généraux dans la tribune officielle, lors de la revue du 1^{er} mai ; le remplacement de militaires par des civils à des postes diplomatiques-clés — en Autriche et en Allemagne.) Comment, en revanche, insister sur une victoire de la Police quand celle-là — si elle existe — est acquise au prix d'une large épuration des services de sécurité, à commencer par celle de son ministre, Ignatiev ; et alors que l'amnistie et la proclamation des droits individuels tend à diminuer son emprise sur la société ? Et comment encore interpréter, dans ce cadre, la récente annihilation de Béria ?

L'essentiel, au demeurant, n'est pas de connaître le détail de la lutte des personnes ou de clans que la mort de Staline a fait exploser au grand jour, mais d'apprécier correctement la portée des changements intervenus dans le régime intérieur et d'en comprendre les causes. Ces changements ont apparu jusqu'ici comme allant dans le sens d'un assouplissement de la dictature. A cette idée il faut apporter immédiatement deux précisions, qui en limitent énormément la portée : d'abord on ne sait pas dans quelle mesure cet assouplissement est effectivement appliqué (rien ne s'oppose à l'idée qu'en réalité il se réduise à peu de chose), ensuite on ne sait pas s'il est durable (l'affaire Béria indiquerait plutôt qu'il ne l'est pas, indépendamment du rôle personnel de Béria lui-même). Mais ceci n'empêche que ces mesures traduisent incontestablement une pression de facteurs réels vers l'assouplissement. Quels sont ces facteurs et jusqu'où peut aller leur action ?

Il serait faux d'identifier le régime bureaucratique russe et la dictature policière stalinienne. Un système ne se définit pas d'abord par son régime politique. En théorie, il n'est pas inéluctable que l'étape du capitalisme que nous appelons capitalisme bureaucratique — pour rendre compte du nouveau caractère de la couche dominante — soit partout et toujours associée à une politique de terreur totalitaire du style de celle à laquelle Staline a associé son nom. On peut même imaginer qu'une victoire totale du travaillisme en Angleterre, accompagnée d'une nationalisation complète de la production et d'une planification intégrale n'abolirait pas immédiatement et complètement les institutions « démocratiques » anglaises et les mœurs « libérales ». Cet exemple hypothétique ne signifie d'ailleurs pas que le régime politique puisse revêtir des formes très diverses dans un système bureaucratique. L'étatisation de l'économie et la concentration du pouvoir politique qui l'accompagne vont de pair avec une tendance à contrôler tous les secteurs de la vie sociale. Et la mentalité bureaucratique favorise l'institution d'une discipline rigoureuse sur les conduites et les pensées individuelles. Jusqu'à quel point le contrôle de l'Etat s'exerce-t-il et requiert-il la violence, ceci ne dépend pas mécaniquement de la structure économique, mais aussi de facteurs historiques (origine de la bureaucratie, situation internationale, etc...) En ce qui concerne la bureaucratie russe, qui est venue à l'existence en se fabriquant ses propres bases économiques, la terreur a été un moyen d'imposer l'unité de classe, d'utiliser l'hostilité de tous contre tous au profit du fonctionnement de l'ensemble. Certes, la grande terreur avait pris fin dès avant la dernière guerre avec l'élimination définitive de tous les opposants politiques et la consolidation économique du régime. Mais la vie publique continua d'être soumise à l'arbitraire dictatorial ; tandis que le prolétariat était purement et simplement écrasé sous le poids de l'exploitation, les bureaucrates, eux-mêmes, quelle que soit leur position sociale n'obtenaient pas la sécurité personnelle que la consolidation du système économique aurait dû leur apporter. On peut se demander, si à la longue

cette situation n'est pas devenue de moins en moins compatible avec les aspirations de la plupart de la bureaucratie. Il semble que les privilèges que celle-ci ait peu à peu conquis — et qui permettent à l'individu d'occuper dès sa naissance (grâce aux avantages de sa famille, à son héritage, à l'éducation qu'il est destiné à recevoir) une place supérieure dans la société — aient été très insuffisants tant que la terreur de la dictature ait fait peser sur chacun la menace de son élimination physique ou sociale.

Il est donc logique que la bureaucratie exerce contre son sommet une pression pour obtenir des garanties sur le sort personnel de chaque bureaucrate, la faculté de jouir en toute sécurité de ses privilèges. Ceci suppose que la bureaucratie non seulement est entrée dans une nouvelle phase de son développement, mais qu'elle en est de plus en plus consciente : il fallait d'abord créer les privilèges, encadrer totalement la société, garantir sa position de classe dominante sur le plan social contre les autres classes du pays, le prolétariat et la paysannerie, et ensuite commencer à se penser effectivement comme bureaucratie de droit divin, s'asseoir en bonne conscience à sa place, pour exiger un statut inviolable — qui signifie que le parti doit exister pour la bureaucratie et non la bureaucratie pour le parti. Que d'un autre côté la nature même de l'économie et de la société bureaucratiques impose une centralisation totale du pouvoir et tende à conférer nécessairement à celui-ci un caractère de dictature totalitaire, c'est là une contradiction profonde du régime, analogue à celle qui amène la ruine de la démocratie parlementaire dans la dernière phase du capitalisme des monopoles. Mais la lutte entre ceux qui incarnent socialement les deux pôles de cette contradiction n'est pas nécessairement partout et toujours résolue de la même manière. Et il est en particulier clair que la phase pendant laquelle le pôle centralisateur a été extrêmement affaibli par la mort de celui qui a longtemps personnifié et les luttes intestines de ses successeurs a amené ceux-ci à opérer des larges concessions sur ce plan, en accordant par le truchement d'articles dans la Pravda une caricature de habeas corpus à leurs hommes liges.

Mais un deuxième facteur est évident aussi bien dans les mesures d'assouplissement que dans les récentes concessions, apparentes ou réelles, au niveau de vie des masses : le besoin d'atténuer la contradiction sociale fondamentale, l'opposition des travailleurs au régime. La faible productivité du travail en Russie résulte à la fois de la non-adhésion des ouvriers à une production dont ils sont frustrés et au niveau de vie misérable combiné à la terreur. La crise permanente de l'économie qui en résulte devient d'autant plus grave que le niveau technique et économique du pays s'élève. On peut creuser des canaux au moyen de concentrationnaires disciplinés par le fouet jusqu'à y laisser leurs cadavres — mais l'industrie moderne exige une adhésion au moins partielle de l'ouvrier à sa tâche qu'on ne peut obtenir par la terreur pure et simple, et pour laquelle il faut intéresser celui-ci au résultat économique de la production. Le capitalisme américain s'est résolument engagé dans cette voie depuis longtemps — ce qui n'a en fin de compte pas diminué le poids de l'aliénation des travailleurs — sous la pression des luttes des ouvriers. Il faut penser que l'opposition des ouvriers russes à la production était devenue suffisamment forte pour obliger la bureaucratie à procéder à certaines concessions.

Les changements dans le domaine intérieur de la politique russe apparaissent donc comme une réponse à la pression croissante des contradictions du régime. Nous allons voir que cette idée est singulièrement renforcée lorsqu'on examine les changements intervenus dans la politique extérieure de l'U.R.S.S. et dans la politique des pays satellites.

Tous les gestes russes dans le domaine extérieur depuis la mort de Staline sont allés dans le même sens : créer l'impression que l'U.R.S.S. ne vise plus à intensifier mais à atténuer la guerre froide. Tandis que les Occidentaux continuaient à chercher confusément et fébrilement une politique introuvable, Moscou paraissait prendre encore une fois l'initiative des opérations, agir d'une manière concertée dans les quatre coins du monde à la fois, en Corée et en Allemagne, proclamant ses intentions de paix et envoyant les marins soviétiques visiter la Tour Eiffel. Quel est le sens de ce tournant ; s'agit-il simplement de manœuvres de propagande ou de tactique, ou bien d'une réorientation de la politique à long terme ? Si c'est la deuxième réponse qui est la bonne, quelles sont les causes de cette réorientation, jusqu'où peut-elle aller, et quels peuvent être ses effets sur le bloc oriental lui-même ? Et enfin, dans la mesure où ce tournant a nécessairement des effets sur la stratégie du bloc occidental, qu'il vise ou en tout cas aboutit à accentuer les contradictions de l'Amérique et de ses alliés, une troisième question apparaît : jusqu'à quel point ces contradictions peuvent-elles se développer, et quel est l'effet de ces contradictions les unes sur les autres ?

Reprenons notre première question : quelle est l'ampleur du tournant russe ? Il convient d'abord de remarquer que ce tournant est limité. L'U.R.S.S., malgré la violence de sa diplomatie, n'avait pas cherché à déclencher la guerre ; il paraît maintenant acquis qu'elle n'escomptait pas la contre-offensive américaine quand s'est engagé le conflit coréen. Sa ligne, depuis cette date, était certes de ne rien céder mais aussi de préserver le statu quo, et rien d'autre. La recherche systématique d'un compromis n'est donc pas une volte-face politique.

Il est vrai que la recherche d'un armistice en Corée a amené les sino-coréens à céder sur une série de points qui ont, à l'échelle locale, une certaine importance (les modalités sur l'échange des prisonniers ne leur permettront de remettre la main que sur une faible partie de leurs anciennes troupes) ; mais ces points sont cependant secondaires eu égard à la situation internationale dans laquelle l'initiative stalinienne se produit. Cette initiative est avantageuse. L'opération coréenne s'était avérée non rentable : elle exigeait un effort militaire coûteux de la part de la Chine, à une époque où celle-ci devait affronter le problème crucial de se constituer une infra-structure industrielle et de consolider le nouveau régime social : de toutes manières, une victoire militaire chinoise était devenue impossible et sa recherche n'aurait pu mener qu'à une généralisation de la guerre. A proposer la paix, les Chinois et les Russes n'ont dans le présent rien à perdre ; ils sèment en revanche le désarroi chez leurs adversaires, divisent les Nations Unies et la Corée du Sud, les Etats-Unis et les Anglais, affaiblissent l'effort de guerre américain.

A soi seul, le tournant coréen ne suffirait donc pas à révéler une nouvelle politique de compromis. Mais nous savons que toute une série de gestes diplomatiques vont dans le même sens : en Autriche et en Allemagne, la nomination de commissaires civils et la levée du rideau de fer ; la renonciation aux revendications à l'égard de la Turquie ; le rétablissement de liens diplomatiques avec la Yougoslavie ; la proposition de renouer des relations commerciales avec l'Europe occidentale (à quoi s'ajoute le changement de ton de la diplomatie russe.) Cette nouvelle attitude ne s'est traduite jusqu'ici par aucune mesure concrète ; et par exemple le refus russe de reprendre les négociations autrichiennes sur d'autres bases que sur celles de Potsdam pourrait faire penser que l'U.R.S.S. recherchait plus une détente qu'un règlement des problèmes litigieux en Europe. La nouvelle politique du gouvernement de Berlin Est a cependant éclairé sous un jour nouveau la tactique russe. L'arrêt

de la politique de collectivisation et d'industrialisation « à tout prix », la reconnaissance explicite de l'hostilité de la population et de son exode vers l'Ouest, les assurances données aux paysans et aux couches moyennes, la décision de réinstaller dans leurs propriétés les expropriés ou les fuyards, la capitulation pure et simple devant l'Eglise évangélique qui avait été désignée comme l'ennemi numéro un, toutes ces mesures ne peuvent être interprétées simplement comme un geste tactique. Très loin de là, les concessions que nous évoquons sont si importantes qu'elles nous forcent à nous interroger sur les mobiles de la stratégie stalinienne. Et il faut alors reconnaître que l'U.R.S.S. est en train de répondre à une crise sans précédent de son bloc : crise qui a de multiples aspects, sociaux et économiques révélés par les récents événements en Hongrie, mais surtout en Allemagne et en Tchécoslovaquie. Dans ces deux pays, il s'avère que la bureaucratie locale n'a pas été capable d'assurer son pouvoir. La difficulté, dans les deux cas, vient de ce que le stalinisme s'est heurté à un prolétariat avancé, doué d'une tradition de lutte, qui a su rapidement faire l'expérience de l'exploitation bureaucratique. Les grèves tchécoslovaques et surtout les mouvements de Berlin et de Magdebourg ont prouvé qu'une unification du front européen oriental était loin d'être réalisée. Il est donc probable que le souci de consolider la dictature dans ces pays et en même temps de construire une économie du même type que celle de l'U.R.S.S. a été un facteur décisif de la politique de détente.

Dans ces régions, les plus industrialisées d'Europe Centrale, la bureaucratie n'était pas parvenue à liquider la résistance prolétarienne : la réduction du niveau de vie, l'extension de la durée du travail, l'accélération des cadences apparaissent pour ce qu'elles sont — une surexploitation — à un prolétariat qui ne sort pas du servage, mais a déjà derrière lui un long passé de résistance et de lutte au sein du capitalisme. A quoi s'ajoute que le prolétariat ne se sent écrasé par un échec révolutionnaire comme pouvaient l'être les ouvriers russes quand la dictature stalinienne s'est abattue sur eux : alors qu'ils ne sont pas opposés à l'instauration de la démocratie populaire qu'ils l'ont même soutenue au départ, les ouvriers allemands ou tchécoslovaques ne l'ont pas fabriquée eux-mêmes et ils perçoivent d'autant mieux qu'elle leur est extérieure et qu'ils en sont les victimes.

Ces facteurs ont trouvé leur expression la plus achevée pendant les journées de juin, en Allemagne orientale.

Face aux difficultés croissantes sur le front intérieur, et voulant en même temps créer le plus de répercussions favorables en Allemagne occidentale, les staliniens avaient pris dès le mois de mai une série de mesures de détente. Ce qui apparaît de la manière la plus frappante dans celles-ci, c'est le caractère foncièrement anti-ouvrier du régime bureaucratique. Ces mesures de détente s'adressaient, en effet, à toutes les couches de la population : paysans, boutiquiers, réfugiés, bourgeois, prêtres — toutes les catégories sociales, sauf une : les ouvriers. On ne les avait pas oubliés, c'étaient eux qui devaient faire les frais de l'opération, compenser ce que la bureaucratie pouvait perdre par ses concessions aux autres couches.

Le plan de production avait été révisé de manière à augmenter la production de biens de consommation aux dépens de la production d'équipement ; mais en même temps, les normes de production étaient « volontairement » augmentées de 10 % — ce qui équivalait à une réduction de salaires beaucoup plus importante (1).

On sait comment s'est manifestée la réaction ouvrière : les grèves partielles du 15 et du 16 juin se sont transformées le 17 juin en une véritable puanteur, embrassant la plupart des grands centres industriels

(1) R. Gousset, « l'Observateur », 25 juin 1953, p. 17.

d'Allemagne orientale. A Berlin-Est, les manifestants dominent la rue le matin du 17 juin ; dans d'autres villes, ils s'emparent même des bâtiments gouvernementaux. On donnera, dans le prochain numéro de cette Revue, une étude plus approfondie des origines du mouvement et de ses prolongements. Mentionnons ici les points les plus importants qui se dégagent de ces événements :

1° Sans l'intervention de l'Armée russe, il est probable que le gouvernement stalinien allemand aurait été renversé. Sa direction même était disloquée, démoralisée, incapable d'agir. Sa propre police soit l'abandonnait, soit se terrait. Les blindés russes n'ont pas eu à se battre, car leur simple arrivée était un rappel de ce que l'Allemagne orientale est jusqu'à nouvel ordre une partie de l'Empire russe. Sous réserve des répercussions probables de la révolte ouvrière au sein de l'Armée russe, ce fait montre à la fois la puissance indestructible du prolétariat et les limites des mouvements possibles aussi longtemps que le système d'exploitation reste solide dans ses deux pôles mondiaux, l'U.R.S.S. et les U.S.A.

2° L'expérience du bureaucratisme stalinien comme une simple nouvelle forme de l'exploitation est un fait acquis par le prolétariat industriel des pays satellites. On connaissait déjà, par une série de signes, l'opposition des travailleurs aux régimes bureaucratiques des pays satellites, mais maintenant les deux termes de cette opposition sont clairement explicités.

3° Les concessions auxquelles a été obligée de procéder la bureaucratie stalinienne en Allemagne orientale, puis, pour prévenir les événements, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, contiennent une leçon fondamentale pour les ouvriers de ces pays : la résistance, la lutte, paient. On ne saurait trop insister sur l'importance proprement révolutionnaire de cette conclusion, que les ouvriers de ces pays ont déjà tirée et qui est sans doute en train de se propager dans tout le glacis soviétique.

Mais cependant si l'opposition ouvrière réussit à s'exprimer et à mettre en péril la stabilité du nouveau régime ici et là c'est aussi parce que les couches dirigeantes ne sont pas unifiées et parce qu'elles se heurtent à des difficultés considérables dans l'édification ou la consolidation de la structure économique. Ces difficultés existent déjà par le simple fait que les nécessités de l'accumulation impliquent des sacrifices de la part de toutes les couches de la population et que l'U.R.S.S. ne peut faire face aux demandes d'investissement qui viennent à la fois de Chine, de Roumanie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, etc... Mais elles ont été aussi accrues par la politique de l'U.R.S.S. qui, après une période de pur pillage en Europe, n'a jamais tenté de partager le poids de l'industrialisation mais s'est au contraire accordé des avantages substantiels dans ses échanges avec ses satellites. Si une partie de la direction bureaucratique est si fortement liée à l'U.R.S.S. qu'elle ne saurait faire autre chose qu'appliquer, en toutes circonstances sa politique, une autre partie, du moins, et surtout les couches plus larges sur lesquelles elle s'appuie ne peuvent qu'être sensibles aux privilèges de l'U.R.S.S. et n'accepter qu'avec mauvaise grâce les sacrifices imposés. La scission ouverte de Tito et les diverses oppositions qui ont été sanctionnées par des épurations et des procès spectaculaires ont révélé le combat qui se livre au sein des bureaucraties nationales et qui n'est vraisemblablement pas terminé. Enfin, la présence proche des armées occidentales et la perspective d'une guerre qui permettrait de remettre en question les régimes actuels et de rétablir les situations anciennes ont alimenté l'espoir et la résistance des couches moyennes subsistant encore et qui n'ont pas encore perdu le souvenir de leurs anciens privilèges. Tous ces facteurs qui concourent à faire des satellites européens des éléments particulièrement vulnérables du système de défense russe suffisent à nous faire comprendre les avantages d'une pause, susceptible d'amener un raffermissement. Et l'obstination

qui est mise par la diplomatie orientale à rechercher des échanges avec l'Europe de l'Ouest (quelle que soit par ailleurs la valeur tactique de ces propositions par rapport aux contradictions du bloc occidental) confirme la volonté de l'U.R.S.S. de pallier des difficultés économiques immédiates.

Notre intention, nous l'avons déjà dit, n'est pas de nous livrer à des conjectures incontrôlables, or nous ne pouvons actuellement apprécier l'ampleur des contradictions du bloc russe et savoir, en conséquence, jusqu'à quel point l'U.R.S.S. peut aller sous leur pression. Contentons-nous de remarquer que certaines de celles-ci ne peuvent être absolument surmontées et que la réponse qui a commencé à être donnée peut les aggraver. L'exemple le plus intéressant est le tournant effectué en Allemagne : les conséquences en sont déjà et en seront plus encore — s'il se poursuit — très importantes. Dans ce cas, nous avons vu à la fois une révolte ouvrière et un effondrement du P.C. Ces deux événements qui sont évidemment liés sont en une certaine mesure une première réponse à la nouvelle politique du Kremlin qui déjà bouleverse les données sur lesquelles celle-ci s'était établie.

L'AMERIQUE ET LES CONTRADICTIONS DU BLOC OCCIDENTAL

Il serait artificiel de vouloir décrire la politique russe et les difficultés auxquelles elle répond et qu'elle rencontre sans parler de leur relation avec la politique occidentale.

Ce qui est remarquable, jusqu'ici, c'est la confusion extrême de la politique des U.S.A. Cette confusion n'a été que renforcée par les nouvelles initiatives russes, elle est sensible depuis plusieurs années et — indépendamment des derniers événements internationaux — elle correspond à une crise de la société américaine tout entière. L'essor de forces productives et de la technique et le désordre de la lutte intermonopolistique, le souci d'organiser stratégiquement le bloc des alliés et une domination économique aveugle qui ruine ce bloc, la volonté de faire la guerre à l'U.R.S.S. et la fuite devant les charges financières qui en sont la conséquence, le morcellement du pouvoir de l'état en clans militaro-économiques tour à tour prédominants, l'extrême corruption des parlementaires et des fonctionnaires, l'hystérie de larges couches petites bourgeoises qui a remplacé le lynchage des nègres par la lutte contre le communisme, font de la société américaine, en l'absence d'une expression politique du prolétariat, un impérialisme en panne, qui n'a encore trouvé ni les conditions ni les moyens de réaliser une politique.

Pour nous en tenir aux derniers mois, il n'est que trop facile de souligner le désarroi qu'a provoqué l'offensive de paix de l'U.R.S.S. Le discours d'Eisenhower, en avril dernier, qualifié d'historique par toute la presse occidentale, est un tract de propagande composé à la hâte, répondant au seul souci de ne rien dire qui implique la paix ou la guerre. Encore se voit-il partiellement contredire par les déclarations menaçantes de Foster Dulles, à la même époque. Tandis que Le Monde annonce périodiquement que le Président-Général, reprend en mains les rênes du pouvoir, tous ses gestes révèlent sa faiblesse. Il fait pression pour le vote des crédits militaires, mais n'empêche qu'ils soient partiellement réduits. Il proclame son attachement à l'alliance européenne, mais nomme Radford, à la place de Bradley. Tandis qu'il répond à Taft, il se montre avant tout soucieux de le ménager, réaffirme son opposition à l'admission de la Chine aux Nations Unies. Il évoque la possibilité d'une conférence à quatre après les Bermudes, mais laisse encore Dulles exclure cette

conférence en posant des conditions qui en fait la rendraient impossible. Enfin, après avoir mis en garde la jeunesse contre les méthodes d'inquisition qu'on veut répandre aux Etats-Unis, il prend soin de spécifier que son discours ne visait pas Mac Carthy et refuse de grâcier les Rosenberg.

En l'absence d'une politique concertée de la part de leur gouvernement, les Etats-Unis accusent cependant — et accuseront davantage si la politique russe de détente se confirme — le coup sur le plan économique. Le début de la récession, signalé dans le dernier numéro de Socialisme ou Barbarie, pourrait avoir des suites dangereuses, se développer et disloquer l'économie occidentale. Le tout est de savoir si une telle situation favoriserait le retour à une politique du type New Deal ou l'essor du fascisme mac cartyste, comme il paraît plus probable. Mais en ce dernier cas, il est douteux que la politique agressive des U.S.A. entraîne à sa suite la majorité du camp occidental d'autant qu'elle signifie un ralentissement ou une suppression des crédits à l'Europe. La faculté des Etats-Unis de maintenir une relative cohésion du camp occidental ne dépend pas cependant de leur seule évolution intérieure, économique et politique, mais aussi de celle du bloc oriental, de la capacité de celui-ci à surmonter partiellement ses difficultés et d'intéresser l'Europe occidentale à la détente internationale et à des échanges commerciaux. Actuellement, le plus clair est que les Etats-Unis, installés dans la guerre froide, tout en ne se sentant pas la possibilité de la développer prochainement en guerre chaude avec succès, n'ont pas intérêt à la détente.

Les Anglais et les Français, cependant, y ont intérêt. Mais toute la difficulté vient de ce qu'il n'y a aucune possibilité pour eux de faire une politique indépendante des Etats-Unis, malgré que la dépendance pure et simple soit à long terme désastreuse. La réaction anglaise au tournant russe est dictée par cette double exigence — à la fois prendre une distance par rapport aux U.S.A., pousser à la détente et ne provoquer toutefois aucune scission avec ceux-ci, car la situation ne permet pas l'existence d'une troisième force internationale. Sur le plan économique, l'Angleterre est très désireuse de reprendre le commerce avec l'Est et elle ne cesse de faire des infractions aux consignes américaines, comme l'a montré la fameuse affaire des livraisons anglaises en Chine. Un tel commerce, si le Battle Act était supprimé ou assoupli, pourrait permettre l'exportation de matières premières, de machines-outils, et de certains produits manufacturés dont le bloc oriental a le plus grand besoin. Il ne faut pourtant pas en exagérer l'importance. Les prévisions de la Conférence de Genève sur les échanges Est-Ouest étaient très modestes (3% du commerce mondial); et même si ceux-ci étaient accrus, ils ne pourraient atteindre ce qu'ils étaient avant guerre car la structure des pays de l'Est européen s'est modifiée et les occidentaux ne peuvent plus compter sur des exportations massives de céréales à bas prix (le marché intérieur absorbant une part beaucoup plus importante qu'autrefois de la production agricole). La recherche des échanges avec l'Est n'est donc pas un fin en soi pour les Anglais: elle est aussi un moyen de pression sur les Américains, dont les Anglais supportent de moins en moins le protectionnisme impitoyable. Le ton agressif du Chancelier de l'Echiquier, Butler, dans la dernière période a montré que les Anglais n'hésiteraient pas à recourir à un certain chantage pour forcer les Américains à assouplir leur politique économique. Chantage économique d'autant plus facile à mener qu'il recoupe les intérêts politiques de la Grande-Bretagne qui ne veut à aucun prix la guerre, consciente qu'elle est du danger de perdre alors définitivement son rang de grande puissance. Il demeure que si l'Angleterre, à

la différence des Etats-Unis, a une bourgeoisie consciente de ses intérêts et un gouvernement qui a une ligne politique, la situation objective l'enferme dans des difficultés qu'elle ne peut maîtriser. Le danger d'une crise économique aux Etats-Unis l'atteint aussi directement et la bourse de Londres, comme on l'a vu au début du tournant russe, reste particulièrement sensible à la menace d'une détente: (en 1938, une baisse de la production américaine de 4% provoquait une chute des exportations anglaises de 41% et du trafic de la zone sterling avec la zone dollar de 50%; bien que la solidarité économique des deux puissances soit considérablement réduite elle demeure assez sensible pour qu'un affaiblissement des U.S.A. ait des répercussions sensibles en Grande-Bretagne). Quel que soit l'intérêt de l'Angleterre à une détente, il faut donc remarquer que sur ce point encore les contradictions inter-capitalistes rendent difficile une stratégie cohérente et impossible un jeu autonome.

Ce qui est vrai de l'Angleterre l'est davantage de la France, plus intéressée encore à ce que la guerre froide ne se développe pas en conflit ouvert et cependant extrêmement dépendante des Etats-Unis. Il faut seulement noter que le capitalisme français subit au jour le jour ses contradictions sans tenter de les surmonter, ou même de les transposer en un langage politique cohérent. La persistance de l'inflation, l'extension du chômage, l'aggravation du conflit indochinois ont abouti à une crise complète du régime qui se concrétise par l'impossibilité de réunir un gouvernement. Le tournant russe a pourtant eu des répercussions sur la bourgeoisie française, comme en témoigne la tentative de Mendès-France, impensable dans un autre climat international.

Cette tentative pourrait-elle être reprise dans le cas où la conjoncture se préciserait, cela ne signifierait pas que les possibilités d'une troisième force soient sensiblement plus larges. Il n'est pas inutile de noter que les Anglais n'ont pas accueilli l'idée d'un gouvernement Mendès avec enthousiasme et que les conservateurs l'ont ouvertement condamnée, voyant en celui-ci un bevanisme de gauche. Le rapprochement des Français avec l'Angleterre se heurte à la politique traditionnellement isolationniste par rapport à l'Europe de cette dernière.

Contradictions du bloc occidental, contradictions du bloc oriental, incapacité de chacun de mettre absolument à profit les difficultés de l'autre en raison de ses propres difficultés; force imprévisible pour les deux systèmes, mais qui, lorsqu'elle entre en scène bouleverse toutes les entreprises des exploités: le prolétariat — telles sont les caractéristiques de la situation que nous avons voulu mettre en évidence. Cette situation n'est pas entièrement nouvelle. Pas plus aujourd'hui qu'hier nous ne pensons qu'un règlement d'ensemble des conflits entre l'Est et l'Ouest puisse se produire. La Russie ne joue pas librement avec la bureaucratie allemande; pas plus que les Etats-Unis avec la dictature de Syngman Rhee; et pour les deux adversaires, un véritable compromis ne ferait qu'aggraver leurs difficultés internes. Pas plus hier, qu'aujourd'hui nous ne croyons que le prolétariat était complètement dominé à l'échelle internationale. Les derniers mois nous ont toutefois enseigné que le développement des contradictions des deux blocs peut ne pas mener aussi vite que nous le pensions à la guerre; que le prolétariat peut, en revanche, bénéficier de ces contradictions et, dès avant la guerre, commencer de se rassembler sur des bases autonomes.